

**Communiqué de presse**  
**Paris, le 15 mai 2026**

**Au soixante-dix-septième jour du début de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le service de la diplomatie publique de l'ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l'opinion publique les points suivants :**

**Aperçu général des événements des derniers jours**

Au cours des quarante-huit dernières heures, la crise du détroit d'Ormuz est entrée dans une phase « contrôlée mais très tendue ».

Fort de ses droits incontestables dans ses eaux territoriales, l'Iran contrôle les mouvements de navigation et, en délivrant des autorisations ciblées à certains pétroliers, montre qu'il cherche à exercer de manière responsable et réfléchie ses droits dans le détroit d'Ormuz, tandis que Washington, au lieu d'utiliser le terme de « crime de guerre » pour qualifier le blocus illégal de l'espace maritime iranien, continue de recourir à l'expression politique de « blocus naval » pour justifier sa présence militaire.

L'Iran souligne que la sécurité du golfe Persique et du détroit d'Ormuz doit être assurée par les États riverains dans le cadre d'une coopération régionale, et considère la présence militaire des États-Unis et de leurs alliés extrarégionaux comme « illégale et inacceptable ». La fin du rôle des États-Unis dans ce détroit n'est pas à ses yeux un simple slogan, mais une étape inévitable du processus de « régionalisation de l'ordre sécuritaire » dans le golfe Persique.

Les États-Unis, de leur côté, en augmentant le nombre de bâtiments de guerre et en avançant l'idée d'escorter les navires commerciaux, cherchent à continuer d'esquiver leurs responsabilités et leurs droits et obligations fondées sur le droit et les règles internationales, tout en accusant l'Iran de pose de mines et d'attaques contre des navires.

Cependant, même certains analystes occidentaux reconnaissent que la présence militaire massive des États-Unis et leurs actions unilatérales sont elles-mêmes l'un des principaux facteurs d'augmentation du risque de confrontation et de hausse des coûts d'assurance et de transport maritime.

Les affrontements directs dans le golfe Persique vont de pair avec les tensions entre l'Iran et Israël. Tel-Aviv continue de miser sur une politique de menaces et d'attaques préventives, mais la capacité de l'Iran à répondre de manière asymétrique, du Liban jusqu'au golfe Persique, a fortement accru le coût de toute aventure militaire israélienne, ce qui se reflète dans les calculs sécuritaires de l'Occident et de certains pays arabes.

Parmi les pays arabes riverains du golfe Persique, on observe des divergences nettes quant à la dépendance de certains de ces gouvernements au « parapluie sécuritaire » américain. La prise en compte des réalités géopolitiques et économiques – notamment la nécessité du dialogue avec Téhéran et la volonté d'éviter que la région ne se transforme en théâtre d'affrontement entre grandes puissances – peut garantir l'instauration d'une stabilité et d'une sécurité durables dans l'ensemble de la région et la préservation des intérêts de tous les pays et peuples concernés.

Sur le plan diplomatique, les efforts de médiation du Qatar et d'Oman, ainsi que les messages non publics en provenance de certaines capitales européennes, visent avant tout à gérer la crise et à éviter une confrontation soudaine. Dans ce contexte, le récent voyage du président américain en Chine et ses déclarations sur le « rôle clé de Pékin dans la stabilisation des marchés de l'énergie et l'endiguement des tensions dans le golfe Persique » ont montré que Washington est contraint de reconnaître le poids des puissances asiatiques dans l'équation de la sécurité énergétique et ne peut plus prétendre fixer seul les règles du jeu dans le golfe Persique.

Du point de vue économique, la persistance des perturbations dans le détroit d'Ormuz et la hausse du risque lié au transport ont contribué à maintenir le prix du Brent à des niveaux supérieurs à 100 dollars le baril. Le marché a de facto admis que, sans un nouveau cadre de sécurité incluant l'Iran, une stabilité durable de l'offre mondiale d'énergie est inconcevable, et que toute intensification des pressions sur Téhéran se traduit rapidement par une hausse des prix et une montée de l'incertitude sur les marchés de l'énergie. Sur les marchés du gaz et des produits pétroliers, la perspective d'une augmentation des coûts d'importation et d'une inquiétude persistante concernant la sécurité d'approvisionnement demeure. Cette situation montre que l'unilatéralisme américain en matière de sanctions et de « pression maximale » n'a pas atteint ses objectifs, mais a au contraire rendu le marché mondial de l'énergie plus fragile.

Sur le plan militaire, même si des informations font état de tensions limitées en mer et d'incidents impliquant des drones, la réalité est que la préparation de l'Iran à défendre la sécurité de la région et ses propres intérêts a jusque-là empêché la transformation de ces tensions en guerre totale et, dans le même temps, a augmenté le coût de toute action précipitée de la part des États-Unis.

Sur le plan juridique et au regard de l'opinion publique, l'Iran qualifie les actions américaines de violations de sa souveraineté et d'atteinte au principe de non-recours à la menace ou à l'emploi de la force inscrit dans la Charte des Nations unies, et souligne que la présence militaire massive, sans mandat du Conseil de sécurité, constitue en soi la principale menace à la liberté et à la sécurité de la navigation. Washington, à l'inverse, en usant de manière sélective du concept de « liberté de navigation », tente de justifier sa politique de pression maximale dans un habillage juridique, alors même que le fossé d'interprétation entre les grandes puissances ne cesse de se creuser.

À l'intérieur de l'Iran, le récit de la « résistance active », fondé sur l'articulation de la puissance de défense, d'une diplomatie offensive, des capacités économiques et de la forte mobilisation populaire, est devenu l'axe central de l'espace médiatique. Parallèlement, le gouvernement et les institutions économiques, par des politiques de soutien et le développement de la coopération avec les partenaires asiatiques, s'efforcent de contenir les effets inflationnistes et les pressions sur le niveau de vie, en envoyant un message clair : l'Iran ne se soumettra pas aux pressions extérieures.

Aux États-Unis, au-delà d'une rhétorique virulente, un débat de fond est engagé sur le point de savoir si l'escalade de la confrontation avec l'Iran, dans un contexte de rivalité stratégique avec la Chine et la Russie, sert réellement les intérêts à long terme de Washington ? Le voyage du président américain en Chine et son insistance sur la nécessité d'une « coordination avec Pékin pour assurer la stabilité des marchés mondiaux » montrent que, même au sommet de l'exécutif américain, une forme de réalisme s'impose : sans prendre en compte la réalité et le rôle des acteurs régionaux et extrarégionaux, la gestion de la crise du détroit d'Ormuz est impossible.

Pour Israël et les gouvernements qui lui sont inféodés dans la région, la crise d’Ormuz constitue une opportunité de présenter l’Iran comme une « source d’instabilité » et de s’arc-bouter sur le parapluie sécuritaire américain. Toutefois, les courants critiques dans le monde arabe et, plus largement, dans l’opinion publique régionale, soulignent de plus en plus qu’ignorer les droits légitimes de l’Iran et persévérer dans des politiques d’exclusion ne peuvent conduire qu’à un nouveau cycle de tensions et de conflits.

En définitive, la conjonction de trois niveaux de tension – la rivalité entre l’Iran et les États-Unis autour de l’ordre sécuritaire du golfe Persique, l’agressivité d’Israël au Moyen-Orient et dans le golfe Persique, et la redéfinition des équilibres de pouvoir au sein du monde arabe – combinée à l’implication croissante de la Chine, fait du détroit d’Ormuz le théâtre où se dessine une nouvelle configuration du rapport de forces dans cette région stratégique et, plus largement, dans le système énergétique mondial. Malgré certains signaux positifs en faveur d’accords limités permettant le passage sécurisé d’une partie du trafic maritime, l’absence de confiance mutuelle et le risque d’erreur de calcul de la part d’acteurs extérieurs à la région continuent de fragiliser les perspectives à court terme. Dans ce contexte, l’insistance de Téhéran sur une solution régionale et son opposition à la présence de forces extrarégionales, conjuguées aux dialogues en cours avec les puissances asiatiques, dont la Chine, peuvent tracer la voie vers un ordre plus stable et plus équitable dans le golfe Persique.

## 1. Dernières déclarations des responsables iraniens

### Dr. Masoud Pezeshkian, président de la République islamique d’Iran

« Le peuple iranien a démontré que la voie pour surmonter les difficultés passe par la cohésion nationale. De la même manière qu’il s’est tenu uni pendant les quarante jours de guerre, il traversera, avec solidarité et concorde, la période de reconstruction. Je remercie l’ensemble de la population pour ce sens des responsabilités, ces sacrifices, cet esprit d’abnégation et ces efforts. Nous construirons l’Iran ensemble ».



### Mohammad-Bagher Ghalibaf, président du Parlement

« Alors vous payez Hegseth – ce présentateur télévisé raté – à des niveaux de rémunération qu’on n’avait plus vus depuis 2007, pour qu’il vienne jouer au “ministre de la guerre” à Hormuz, juste à côté de notre maison ?

Savez-vous ce qui est encore plus insensé que 39 000 milliards de dollars de dette ?

C’est de financer, avec des taux d’avant la crise financière mondiale, un spectacle grotesque dont le seul résultat sera de déclencher une nouvelle crise financière mondiale ».



### Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères (à propos de la visite du Premier ministre israélien aux Émirats arabes unis)

« Netanyahu vient de révéler publiquement ce que les services de sécurité iraniens avaient déjà transmis depuis longtemps à nos dirigeants.

S’opposer à la grande nation iranienne est un pari insensé. S’aligner sur Israël dans cette voie est impardonnable.

Ceux qui coopèrent avec Israël pour semer la division devront en répondre. »



## Seyed Abbas Araghchi

« Dans une tentative manifeste de créer des tensions et des divisions, le Koweït a attaqué illégalement un bateau iranien et arrêté quatre de nos citoyens dans le golfe Persique. Cette action illégale s'est produite à proximité d'une île dont les États-Unis s'étaient servis pour attaquer l'Iran.

Nous exigeons la libération immédiate de nos ressortissants et nous nous réservons le droit de répondre ».



## Esmail Baqaei, porte-parole du ministère des Affaires étrangères

« Nous félicitons tous les Iraniens, ainsi que les persanophones et les amis de la langue persane, à l'occasion de la Journée de célébration de la langue persane et de commémoration du sage Abolghasem Ferdowsi, auteur du Shâhnâmeh (Livre des Rois).

Le Shâhnâmeh n'a pas seulement reconstruit "l'Iran" en tant que continuité linguistique, historique, culturelle et civilisationnelle ; il est aussi un trésor inépuisable de sagesse, de morale et de pensée. En créant le Shâhnâmeh et en ressuscitant la langue persane, Ferdowsi a préservé l'héritage de nos ancêtres du risque de rupture et d'oubli et a assuré la continuité de la civilisation iranienne».



## 2. Sommet des BRICS en Inde

### Discours de Seyed Abbas Araghchi lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres des BRICS à New Delhi

- « Mon pays a été, à deux reprises en moins d'un an, la cible d'une agression sauvage et illégale de la part des États-Unis et d'Israël. Les attaques contre notre peuple ont été justifiées par des allégations mensongères en contradiction avec les évaluations éclairées de l'Agence internationale de l'énergie atomique et même avec les appréciations des propres services de renseignement américains ».
- « L'Iran, comme de nombreux pays indépendants, a été victime d'expansionnisme illégal et de bellicisme. (...) L'instabilité régionale constitue une situation perdant-perdant pour toutes les parties, y compris pour les agresseurs eux-mêmes ».
- « Face à cette violence terrifiante, le peuple iranien s'est défendu avec fermeté et dignité. Avons-nous renoncé à notre idéal d'indépendance ? Nous sommes-nous soumis à la volonté et aux caprices des puissances dominatrices ? La réponse est claire : nous ne l'avons jamais fait et nous ne le ferons jamais ».
- « Il doit désormais être évident pour tous que l'Iran est invincible et qu'à chaque fois qu'il est placé sous pression, il se présente plus fort et plus uni qu'auparavant. De la même manière que nous sommes prêts à nous battre de toutes nos forces pour défendre notre liberté et notre territoire, nous sommes tout autant disposés à poursuivre et à protéger la voie de la diplomatie ».
- « Il n'existe aucune solution militaire à quelque question que ce soit qui touche à l'Iran. Les Iraniens ne plieront jamais face à aucune pression ni menace, mais ils répondent positivement au langage du respect. Certes, nos forces armées puissantes sont prêtes à apporter une réponse cinglante et dévastatrice à tout agresseur étranger, mais notre peuple est pacifique et ne souhaite pas la guerre ».



- « Les BRICS sont le symbole de l'émergence d'un nouvel ordre mondial, dans lequel le Sud global est l'un des principaux architectes de l'avenir du monde. Ce qui, autrefois, semblait un idéal ambitieux est aujourd'hui devenu réalité. (...) Les puissances impérialistes en déclin tentent de remonter le cours du temps et, sur la pente de leur chute, réagissent par des comportements agressifs et désespérés ».
- « Le combat dans lequel l'Iran tient bon est la défense de tous les membres [du groupe] et la défense du monde nouveau que nous sommes en train de construire. Nos soldats courageux ont sacrifié leur vie pour s'opposer à l'hégémonie occidentale et à l'impunité dont les États-Unis s'imaginent bénéficier ».
- « Résister à la coercition américaine n'est pas une lutte inconnue. Beaucoup d'entre nous sont confrontés à différentes formes de cette même pression et de cette même contrainte odieuse. Le moment est venu, en coopérant les uns avec les autres, de rendre clair que ce type de comportements doit être relégué aux poubelles de l'Histoire ».
- « Les empires en déclin reculeront devant rien pour tenter d'échapper à leur destin inéluctable ».
- « Ce qui, autrefois, aurait été considéré comme inconcevable et profondément honteux est aujourd'hui soit passé sous silence, soit ouvertement accepté dans les capitales occidentales: des génocides effroyables, des violations choquantes de la souveraineté des États et un véritable banditisme maritime dans les eaux internationales ».
- « L'Iran appelle les pays membres des BRICS et tous les membres responsables de la communauté internationale à condamner explicitement les violations du droit international par les États-Unis et Israël, y compris leur agression illégale contre l'Iran ; à empêcher la politisation des institutions internationales ; et à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la guerre et à l'impunité des auteurs de violations de la Charte des Nations unies ».
- « Les BRICS peuvent – et doivent – devenir l'un des piliers essentiels dans la construction d'un ordre mondial plus juste, plus équilibré et plus humain ; un ordre dans lequel la force ne se substitue jamais au droit. Les nations qui se dressent pour leur dignité et leur indépendance peuvent avoir à endurer de rudes épreuves, mais elles ne seront jamais vaincues ».

### **Seyed Abbas Araghchi dans une interview à Press TV**

« Aujourd'hui, le détroit d'Ormuz souffre avant tout de l'agression américaine et du blocus qui lui a été imposé. De notre point de vue, le détroit d'Ormuz est ouvert à tous les navires commerciaux, mais ceux-ci doivent coopérer avec nos forces navales. Nous n'avons imposé aucun obstacle ; ce sont les États-Unis qui ont instauré ce blocus. J'espère que cette situation prendra fin avec la levée de ce blocus illégal imposé par les États-Unis ».

### **Rencontres du ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran en marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS à New Delhi**

Sergueï Lavrov  
Ministre des Affaires étrangères de Russie



Narendra Modi  
Premier ministre de l'Inde



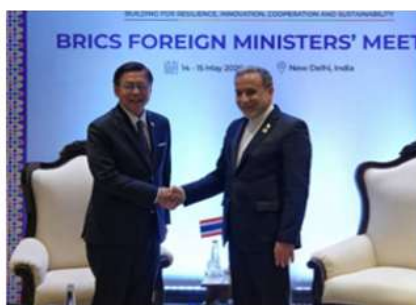
**Mohammad Hassan**  
Ministre des Affaires étrangères de Malaisie



**Badr Abdelatty**  
Ministre des Affaires étrangères d'Égypte



**Sihesak Phuangketkeow**  
Ministre des Affaires étrangères de Thaïlande



**Mauro Vieira**  
Ministre des Affaires étrangères du Brésil



### 3. Crise dans le détroit d'Ormuz et dans la région

#### **L'Arabie saoudite étudie un pacte de non-agression régional avec l'Iran**

Selon le Financial Times (14 mai 2026), l'Arabie saoudite a évoqué l'idée d'un pacte de non-agression entre les pays du Moyen-Orient et la République islamique d'Iran, dans le cadre de ses discussions avec ses alliés portant sur la gestion des tensions régionales après la fin des hostilités. Riyad examine le modèle du processus d'Helsinki des années 1970, qui avait contribué à la détente en Europe durant la guerre froide. Les pays européens soutiennent également cette idée et la considèrent comme la meilleure voie pour prévenir de futurs conflits et offrir des garanties de sécurité mutuelles.



#### **La Chine : la guerre contre l'Iran n'aurait jamais dû commencer**

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, rappelant que la guerre contre l'Iran n'aurait jamais dû être déclenchée et qu'il n'existe aucune justification à sa poursuite, a souligné qu'un règlement rapide de cette situation serait dans l'intérêt de l'Iran, des États-Unis, des pays de la région et du monde entier. Seul le dialogue et la négociation peuvent fournir une solution durable. La communauté internationale ne doit pas laisser passer l'occasion de parvenir à un accord qui mette fin à la guerre et garantisse le passage sûr dans le détroit d'Ormuz ; elle doit, au contraire, trouver au plus vite une voie de sortie de cette guerre.

#### **Seyed Abbas Araghchi : les Américains ne peuvent pas atteindre leurs objectifs par des moyens militaires**

Le ministre des Affaires étrangères, dans une interview en marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS :

- « La question du conflit en Asie occidentale a occupé une grande partie des discussions de la réunion des BRICS » ;
- « Les Américains ne peuvent pas atteindre leurs objectifs par des actions militaires ; en revanche, s'ils choisissent la voie de la diplomatie, la donne sera différente » ;
- « Le principal problème vient des messages contradictoires que nous recevons de la part des Américains, à travers leurs déclarations, interviews et prises de position diverses » ;
- « Nous n'avons pas été les initiateurs de cette guerre ; nous ne faisons que nous défendre et je considère que nous avons le plein droit à la légitime défense » ;
- « Les restrictions dans le détroit d'Ormuz ne s'appliquent qu'à nos ennemis » ;
- « Les navires appartenant aux pays amis et aux autres États doivent simplement coordonner leur traversée avec nos forces militaires afin d'éviter tout obstacle éventuel et d'assurer un passage sûr ».

#### **Seyed Abbas Araghchi : nous avons reçu des messages des États-Unis indiquant qu'ils souhaitent poursuivre les discussions**

- « Ce qui a été rapporté sur un rejet par les USA d'une proposition ou d'une réponse iranienne remonte à quelques jours, mais nous avons ensuite à nouveau reçu des messages de la partie américaine indiquant qu'elle souhaite poursuivre les discussions et les échanges » ;
- « Nous recherchons une solution fondée sur la négociation. Nous voulons une solution juste et équitable. S'ils choisissent la guerre, ce sera leur choix » ;
- « Les États-Unis sont dans un état de confusion et n'ont aucun plan pour mettre fin à la guerre. Ils n'ont pas de vision claire de leurs objectifs dans ce conflit et formulent chaque jour des objectifs différents. Nous espérons sincèrement que la raison et la logique reviendront à la Maison-Blanche ».

## **4. Dimensions juridiques**

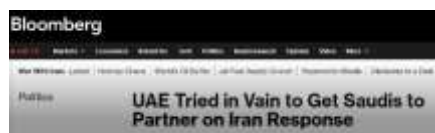
### **Adjoint judiciaire du procureur général**

« Deux cent cinquante mille plaintes civiles et pénales ont été déposées contre les États-Unis et le régime sioniste pour crimes de guerre. Les crimes des agresseurs contre l'école Shajareh Tayyebeh à Minab et l'attaque contre le navire Dena font également l'objet d'une documentation spécifique, en coordination avec les équipes constituées dans les autres institutions ».

## **5. Actions provocatrices**

### **Bloomberg : l'échec des Émirats à rallier l'Arabie saoudite et le Qatar à une riposte militaire coordonnée contre l'Iran**

Ces derniers jours, les Émirats arabes unis ont entrepris des démarches pour tenter de forger une position commune parmi certains de leurs voisins arabes. Dans ce cadre, Abou Dhabi a cherché à convaincre l'Arabie saoudite, le Qatar et plusieurs autres États du Conseil de coopération du Golfe persique de participer à une « riposte militaire coordonnée » aux frappes aériennes attribuées à l'Iran. Toutefois, ces consultations n'ont rencontré qu'un accueil limité, les capitales concernées invoquant la crainte d'une escalade et d'un débordement du conflit sur leur propre territoire pour refuser de se joindre à toute action militaire conjointe. Les Émirats se sont déclarés déçus de l'absence de consensus régional en la matière, tandis que certains gouvernements arabes préfèrent recourir à des solutions diplomatiques et à un dialogue avec l'ensemble des parties prenantes, y compris la République islamique d'Iran, afin de prévenir l'extension de la crise dans le golfe Persique.



## 6. Pertes humaines et dégâts matériels de la guerre

### **Vice-ministre de la Santé, des Soins, et de l'Éducation médicale**

« Deux cent quarante-cinq établissements ont été endommagés par la guerre. La province de Kermanshah concentre la plus grande part des infrastructures sanitaires touchées, avec 48 centres affectés. Quarante mille personnes ont été blessées durant la "guerre de Ramadan". Cinq membres du personnel du ministère de la Santé ont été martyrisés, dont l'une était une femme enceinte .»

### **Dommages causés par l'agression américaine et sioniste au musée de l'Éducation de Fars**

Lors de l'attaque terroriste américaine et sioniste contre la ville de Shiraz, le 21 mars 2026, la cour du musée de l'histoire de l'éducation de la province – installé dans l'ancien bâtiment de la municipalité de Fars – a été frappée par un projectile, infligeant de graves dégâts au bâtiment et à son architecture historique. Ce musée, inauguré en 2021 dans l'ancien édifice de la municipalité de Shiraz, abrite un ensemble de documents et de pièces précieux relatifs à l'histoire de l'éducation dans la région, notamment des correspondances concernant les écoles de Bahreïn à l'époque où elles étaient administrées sous l'autorité de la province de Fars.

### **Directeur général des affaires économiques de la province d'Ispahan**

« Selon des statistiques précises, 1 448 unités industrielles, artisanales, productives et de distribution ont subi des dommages dans la province d'Ispahan ; parmi elles, 77 ont été détruites à 100%. À ce jour, 4 275 personnes ont perdu leur emploi ».



### **Maire du 1<sup>er</sup> arrondissement de Téhéran**

« Dans cet arrondissement, 28 points d'impact de missiles ont été recensés ; au total, 4 057 logements ont été touchés, allant de dégâts mineurs à une destruction complète. En outre, 1 153 véhicules et 87 motocyclettes appartenant à des civils ont été endommagés. En l'un de ces points d'impact, huit explosions successives se sont produites, et un dépôt de carburant a également été visé ».



### **Président du Croissant-Rouge**

« En quarante jours, l'ennemi américano-sioniste a pris pour cible trois hélicoptères de secours et 43 ambulances engagés dans l'évacuation des blessés. Des dizaines de secouristes du Croissant-Rouge et de membres du personnel soignant ont été tués ou blessés. Environ 149 000 unités civiles ont été endommagées ou détruites ; parmi elles, 133 000 sont des logements, dont près de 10% ont été entièrement rasés. Trois cent cinquante établissements de santé, dont des hôpitaux et des centres de soins, ont été détruits lors des attaques américano-sionistes. Neuf cent quatre-vingt-treize établissements d'enseignement, notamment des écoles, ont été visés. Le nombre de frappes a été le plus élevé à Téhéran, suivie des provinces de Hormozgan, Ispahan, Boushehr et Azerbaïdjan. De nombreux ports, aéroports, médias, sites historiques, centres de secours et infrastructures civiles – notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, de l'électricité, des transports et de l'agriculture – ont été pris pour cible ».



## 7. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, les mensonges et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Le président des États-Unis, dans une réaction virulente aux critiques contre la guerre menée contre l'Iran, a qualifié ses opposants de « traîtres » et les a appelés à « avoir honte ». Dans un entretien avec David Sanger, journaliste au New York Times, il a affirmé avoir « remporté une victoire totale en Iran », qualifié les médias critiques de « fake news » et déclaré à l'adresse de ce journaliste : « Vous êtes un imposteur, nous avons obtenu une victoire militaire totale. Je considère que ce que vous écrivez relève de la trahison... Vous devriez avoir honte de vous, je pense que c'est véritablement de la trahison ».



Alors que Trump et certains responsables de son administration prétendent avoir « totalement anéanti » la capacité militaire de l'Iran, de nombreux rapports de médias américains et occidentaux ont remis en cause ces affirmations.

Selon un article publié le 23 avril 2026 par CBS News, citant trois hauts responsables des services de renseignement et de la défense américains, une part importante des capacités balistiques et aériennes de l'Iran demeure intacte.

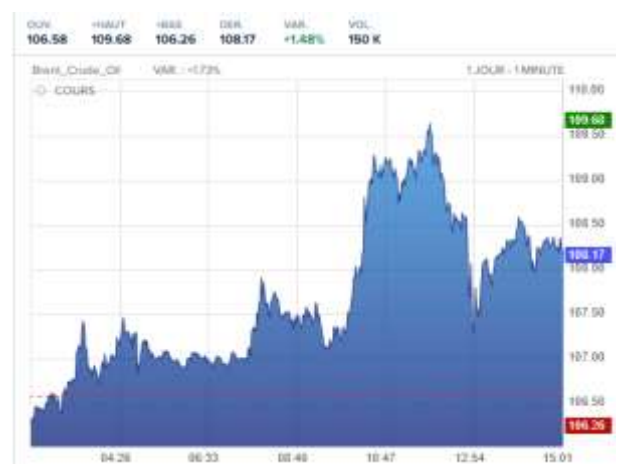
Par ailleurs, une évaluation confidentielle de la CIA, dont l'existence a été révélée le 7 mai 2026 par le Washington Post, souligne que l'Iran est en mesure de résister encore au moins trois à quatre mois au blocus naval américain et qu'il a conservé environ 70 à 75% de son potentiel balistique.

En outre, d'après des rapports publiés le 12 mai 2026, des sources des services de renseignement américains indiquent que l'Iran maintient toujours « une capacité significative » de ses systèmes de missiles – y compris 30 des 33 bases de lancement situées sur les côtes du détroit d'Ormuz – en état opérationnel.

## 8. Situation du marché de l'énergie et effets de la crise

Aujourd'hui, le prix du Brent s'établit à environ 106 dollars le baril, un niveau qui, après plusieurs jours de cotations au-dessus de 100 dollars, montre que le marché a pleinement intégré dans les cours le risque lié à la guerre entre l'Iran et les États-Unis et à la fermeture du détroit d'Ormuz.

Depuis le début du mois, le Brent a fluctué dans une fourchette d'environ 105 à 113 dollars ; au plus fort des tensions militaires, il a atteint des pointes proches de 118 à 120 dollars, ce qui indique que, au-delà des facteurs fondamentaux, les anticipations et les opérations spéculatives jouent un rôle important dans la volatilité des prix.



Sur le marché européen du gaz, les prix de gros restent très volatils : les contrats de livraison à long terme se négocient dans une zone de 36 à 37 euros par mégawattheure, tandis que les autorités de régulation ont annoncé pour mai 2026 une hausse moyenne de plus de 15% du prix repère du gaz pour les consommateurs, signe d'une transmission rapide des tensions de marché aux factures des ménages et aux coûts des entreprises.

Le blocus naval imposé par les forces américaines dans l’océan Indien et la mer d’Oman, combiné aux règles appliquées au détroit d’Ormuz – par lequel transite environ un baril sur cinq échangé dans le monde ainsi qu’une part importante des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) du Qatar – ralentit la navigation, augmente les coûts d’assurance des pétroliers et accroît la valeur des bruts non directement exposés au golfe Persique, tout en permettant le passage des navires appartenant aux pays non hostiles.

L’agression américaine et israélienne contre l’Iran, suivie du blocus naval instauré par Washington, a limité les exportations de brut iranien et compliqué les mouvements des pétroliers des autres producteurs de la région. Pour cette raison, même dans un scénario de réouverture partielle du détroit d’Ormuz, le marché mondial devrait faire face, pendant plusieurs mois, à des contraintes d’offre, le temps que les réseaux de transport et les nouveaux contrats s’adaptent aux nouvelles conditions. Dans ce contexte, la structure des prix à terme du pétrole reste marquée par une situation de « backwardation » : les prix de livraison rapprochée sont plus élevés que ceux des échéances lointaines, ce qui témoigne d’une prime importante accordée à l’accès immédiat aux barils physiques ; sur le marché du gaz, les acteurs accordent également une attention accrue à la sécurité d’approvisionnement à moyen terme. Globalement, les perspectives des prochaines semaines peuvent être résumées par quelques mots-clés : forte volatilité des prix, persistance d’une prime de risque géopolitique élevée, menace de pressions inflationnistes accrues dans les pays importateurs et sensibilité extrême des marchés à toute information sur un cessez-le-feu, une désescalade des combats ou un assouplissement du blocus du détroit d’Ormuz.

## 9. Efforts diplomatiques

### Entretien téléphonique des ministres des Affaires étrangères de l’Iran et de la République d’Azerbaïdjan

Seyed Abbas Araghchi et Jeyhun Bayramov ont eu un entretien téléphonique au cours duquel ils ont discuté de la situation actuelle en lien avec la diplomatie, des évolutions régionales et des relations bilatérales.



### Message de Ronald Lamola, ministre des Affaires étrangères de l’Afrique du Sud, après sa rencontre avec Araghchi

« Lors de notre rencontre bilatérale avec le Dr Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères de la République islamique d’Iran, j’ai de nouveau réaffirmé notre position constante en faveur du droit international et souligné l’importance pour tous les États de respecter le droit international, la souveraineté et l’intégrité territoriale de toutes les nations du monde, ainsi que l’application égale et non discriminatoire des règles internationales.

L’Afrique du Sud soutient les négociations et les dialogues pacifiques, et elle est prête à jouer tout rôle nécessaire dans le cadre de processus crédibles visant à réduire les tensions et à garantir une paix, une sécurité et une stabilité durables ».



### Rencontre de Seyed Abbas Araghchi avec le conseiller à la sécurité nationale de l’Inde

Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères de notre pays, a rencontré aujourd’hui, en marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS, M. Ajit Doval, conseiller à la sécurité nationale de l’Inde.



## 10. Participation massive et continue de la population



Images des enfants martyrs de Minab lors de la conférence de presse du ministre iranien des Affaires étrangères à New Delhi

Ahvaz



Ourmia



Téhéran (place Vanak)



Service de la diplomatie publique  
Ambassade de la République islamique d'Iran en France

### Grande fresque murale à Téhéran sur la place Enghelab



### 14 mai, Journée de commémoration de Ferdowsi (940–1020)

grand poète épique de l'Iran et auteur du Shâhnâmeh (Livre des Rois), épopée nationale iranienne

